

CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE LE MANS SARTHE

1 Boulevard René Levasseur CS 91435

72014 LE MANS Cedex 2

www.lemans.sarthe.cci.fr

02.43.21.00.00

187 200 928 00013

Profil acheteur : (PLACE) www.marches-publics.gouv.fr

**FOURNITURE EN LOCATION ENTRETIEN DE
FONTAINES DE NETTOYAGE
FILIERE MECANIQUE | CARROSSERIE | PEINTURE**

MARCHE N° 2025RTPN5017

CAHIER DES CLAUSES PARTICULIERES (CCP)

Marché public de fournitures

SOMMAIRE

ARTICLE 1	OBJET DU MARCHÉ	4
ARTICLE 2	PROCÉDURE DE PASSATION	4
ARTICLE 3	DURÉE DU MARCHÉ	4
ARTICLE 4	PIÈCES CONTRACTUELLES.....	4
ARTICLE 5	COORDINATION DU SUIVI CONTRACTUEL	4
5.1	Prise en compte par le titulaire de l'organisation	4
5.2	Revue de contrat du marché.....	5
ARTICLE 6	TECHNIQUE D'ACHATS	5
ARTICLE 7	RÉMUNÉRATION	5
7.1	Contenu des prix.....	5
7.2	Mois d'établissement des prix	6
7.3	Nature du prix et variation	6
7.4	Application de la valeur à taxe ajoutée.....	6
7.5	Clause de sauvegarde	6
ARTICLE 8	MODIFICATION DE MARCHÉ	6
ARTICLE 9	PÉNALITÉS AVEC EFFET NON LIBERATOIRE	7
ARTICLE 10	OBLIGATION DE DISCRÉTION.....	7
ARTICLE 11	ASSURANCE	7
ARTICLE 12	MODALITÉS DE RÈGLEMENT.....	8
12.1	Païement	8
12.2	Echéance.....	8
12.3	Modalités de transmission de la facturation	8
ARTICLE 13	DISPOSITIONS GÉNÉRALES	8
13.1	Mise en Œuvre.....	8
13.2	Cession.....	8
13.3	Sous-traitance.....	9
ARTICLE 14	CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES	9
Préambule		9
14.1	Modalités communes d'intervention	9
14.2	Date d'installation des matériels	9
14.3	Adresse de destination des équipements.....	9
14.4	LOT 1 FOURNITURE EN LOCATION DE FONTAINE DE NETTOYAGE « MECANIQUE »	10
14.5	LOT 2 FOURNITURE EN LOCATION DE FONTAINE DE NETTOYAGE « PEINTURE »	11
ARTICLE 15	PROBITE	12
ARTICLE 16	DÉROGATIONS AU CCAG-FCS	12

ARTICLE 1 OBJET DU MARCHÉ

La présente consultation

La présente consultation concerne la fourniture en location entretien de fontaines de nettoyage pour la [filière automobile](#) du CFA CCI LE MANS, répartie sur deux sites :

- CAMPUS 1 CFA CCI LE MANS, 132 rue Henri Champion, 72100 Le Mans,
- ATELIER ICMA, 40 boulevard Pierre Lefauchaux, 72100 Le Mans.

Il s'agit des besoins identifiés à la date du lancement du marché, ce qui ne préjuge pas de besoins ultérieurs de la CCI.

La description des prestations et leurs spécifications techniques sont indiquées à l'article 14 du présent CCP (cahier des clauses particulières).

ARTICLE 2 PROCÉDURE DE PASSATION

Cette consultation en procédure adaptée est soumise aux dispositions des articles R2123-1 à R2123-7 du Code de la commande publique.

ARTICLE 3 DURÉE DU MARCHÉ

Date de début de marché : à compter de la date de sa notification.

Durée du marché : 48 mois ferme non reconductible à compter de la date d'installation et mise en service des fontaines matérialisée par un procès-verbal de réception.

Le délai d'exécution du marché part de la date de prise d'effet et prend fin après satisfaction des modalités de vérification et d'admission des prestations.

Le délai d'exécution d'un bon de commande part de la date de sa notification et son expiration est déterminée selon modalités prévues au 13.2 du CCAG FCS.

ARTICLE 4 PIÈCES CONTRACTUELLES

Le marché est soumis aux règles du Code de la commande publique.

Le marché est constitué par les documents contractuels énumérés ci-après par ordre de priorité décroissante. En cas de contradiction entre les stipulations des pièces contractuelles du marché, elles prévalent dans l'ordre ci-après :

- L'acte d'engagement (AE),
- Le bordereau de prix unitaires,
- Le présent Cahier des Clauses Particulières (CCP),
- Annexe RGPD,
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics de fournitures courantes et services (CCAG-FCS) du 30 mars 2021. Cette pièce, non-jointe au dossier, est réputée connue du fournisseur,
- Les actes spéciaux type avenants, postérieurs à la notification du marché,
- Le fichier, éventuel, de question réponse échangé sur PLACE,
- Offre technique et financière du titulaire.

ARTICLE 5 COORDINATION DU SUIVI CONTRACTUEL

5.1 [Prise en compte par le titulaire de l'organisation](#)

Principe général :

Le présent marché est contracté par la CCI. La CCI met en place une structure de coordination permettant de faciliter la relation avec le titulaire. Le titulaire doit prendre en compte cette structure de coordination, qui s'appuie sur l'interlocuteur suivant :

L'interlocuteur référent de la CCI est :

Marc Meunier
Gestionnaire des plateaux techniques et matériels
Coordinateur du projet formule campus
CFA CCI Le Mans Sarthe
T. 02 43 40 60 60
P. 06 07 43 92 52
132 rue Henri Champion
72100 LE MANS
marc.meunier@lemans.cci.fr

Le coordonnateur est notamment chargé des missions suivantes :

- Piloter la relation avec le titulaire du marché
- Assurer un suivi consolidé de la qualité du service rendu

Responsable de compte du titulaire

Le titulaire désignera un responsable de compte. Il sera l'interlocuteur privilégié du coordonnateur. Il est le garant au niveau de la qualité des prestations fournies dans le cadre du marché.

5.2 Revue de contrat du marché

Sans objet.

ARTICLE 6 TECHNIQUE D'ACHATS

Il s'agit d'un accord cadre suivant les dispositions des articles R2162-1 à R2162-14 du Code de la commande publique.

Les prestations font l'objet d'un accord-cadre mono-attributaires par lot sur l'ensemble de la période de l'accord cadre.

Le marché s'exécute sur la base de marchés subséquents et de bons de commande, qui seront établis au fur et à mesure des besoins et uniquement pendant la durée de validité de l'accord-cadre.

Les bons de commande relatifs aux prestations initialement définies au BPU seront établis au fur et à mesure de la survenance des besoins.

Les marchés subséquents correspondent aux commandes ultérieures dont les caractéristiques et les modalités d'exécution n'ont pas été fixées initialement. Ils seront exécutés au moyen de bons de commande.

L'émission de ces bons de commande ne peut intervenir que pendant la durée de validité du marché.

Le marché est conclu sans minimum, et avec un montant maximum global de 143 000 € HT cumulé tous lots, toutes reconductions éventuelles comprises, correspondant au seuil des procédures formalisées.

Un bon de commande comporte au minimum les mentions suivantes :

- le numéro du marché,
- la date d'émission et le n° du bon de commande,
- la nature des prestations commandées,
- le lieu de livraison,
- les montants HT, TTC et le taux de TVA appliqué,
- l'adresse de facturation.

ARTICLE 7 RÉMUNÉRATION

7.1 Contenu des prix

Les prix du marché sont réputés comprendre toutes les dépenses résultant de l'exécution de la prestation y compris le transport, l'emballage, la manutention, les frais généraux, frais d'assurance, impôts, taxes et redevances de toute nature.

Ils tiennent compte notamment de toutes les charges et de tous les aléas pouvant résulter de l'exécution du marché, y compris celles qui n'ont pas été explicitement décrits, mais qui sont néanmoins nécessaires pour l'exécution de la prestation.

La monnaie de compte du marché est l'euro pour toutes les parties prenantes.

Avant toute exécution de la prestation, le devis devra être accepté par le pouvoir adjudicateur concerné par l'intermédiaire d'une commande.

Le titulaire est réputé avoir pris connaissance des contraintes techniques de tout ordre, et d'en avoir tenu compte dans l'établissement de sa proposition.

La facturation mentionne le numéro de marché.

Particularités :

Le prix comprend outre le transport et la manutention jusqu'au lieu d'installation, l'installation et la mise en service, la formation de l'équipe de formateurs à l'utilisation des matériels, l'entretien maintenance avec le retrait et destruction/recyclage des déchets, l'approvisionnement complet des liquides lessiviels, et le service après-vente et dépannage.

Le loyer pour l'offre de base, le prix d'achat pour la variante obligatoire achat.

7.2 Mois d'établissement des prix

Le mois d'établissement du prix initial est le mois de la date limite de remise des offres. Ce mois est appelé « mois zéro » ou « M0 ».

7.3 Nature du prix et variation

Le prix des prestations est unitaire, définitif et ferme.

L'actualisation peut s'effectuer dans le strict cadre de l'article R2112-11 du Code de la commande publique.

7.4 Application de la valeur à taxe ajoutée

Les montants des comptes sont calculés en appliquant les taux de T.V.A. en vigueur lors de l'exécution de la prestation.

7.5 Clause de sauvegarde

Sans objet.

ARTICLE 8 MODIFICATION DE MARCHÉ

Toute modification survenant pendant l'exécution du présent marché ne sera effective qu'après la signature d'un document de modification de marché entre les parties.

Des prestations complémentaires, supplémentaires ou similaires pourront être demandées au titulaire du marché dans les conditions suivantes :

- Par voie de prestations complémentaires :

Par application des dispositions des articles R2194-1 à R2194-9 du Code de la commande publique, la CCI se réserve la possibilité de conclure ultérieurement une ou plusieurs modifications de marché avec le titulaire du présent marché pour des prestations n'y figurant pas, non prévues au départ ou devenues nécessaires, à la suite de circonstances imprévues, à la réalisation du présent marché. Le montant cumulé des prestations complémentaires ne doit pas dépasser 50 % du marché initial.

- Par voie de prestations similaires :

Sans objet.

- Par voie de la clause de réexamen :

Par application des dispositions de l'article R2194-1 du Code de la commande publique, la CCI se réserve la possibilité de conclure ultérieurement une ou plusieurs modifications de l'accord-cadre avec le titulaire ou les titulaires du présent accord-cadre pour des prestations faisant l'objet de bon de commande ou de marchés subséquents prévus dans l'accord-cadre initial. Ces modifications interviennent lorsque, dans le cadre du présent accord-cadre, le ou les montants maximums fixés initialement ont été atteints en raison de circonstances imprévues, d'une augmentation de la demande, ou dans le cadre de prestations qui n'étaient pas prévues initialement.

Ces modifications prendront la forme d'un avenant soumis à l'accord préalable du ou des titulaires fixant les modalités de la mise en œuvre, des nouveaux montants maximums des bons de commande ou des marchés subséquents. La clause de

réexamen n'a pas pour effet de remettre en concurrence les opérateurs économiques au présent accord-cadre ou de modifier les règles de publicité initiales.

La CCI s'autorise la modification du contrat sans condition de montant pour s'adapter aux conditions économiques et techniques des matières premières et de l'énergie, dans la limite d'un changement de la nature globale du contrat. Le champ d'application et la nature des modifications ou options envisageables ainsi que les conditions dans lesquelles il peut en être fait usage sont les suivantes :

- Evènement imprévisible, extérieur aux parties et d'ampleur conduisant à une hausse des prix de matières ou d'énergie ou des difficultés d'approvisionnement, voire de pénurie impactant les conditions d'exécution et ou impactant la qualité des prestations

La CCI détermine le seuil de déclenchement à 10% d'augmentation des prix. La CCI et le titulaire entament un dialogue ; sur la base d'un mémoire justifiant la hausse des prix, ou les difficultés d'approvisionnement, ainsi que l'impact économique sur sa marge nette bénéficiaire au regard de l'équilibre économique initial du contrat ; concourant à une fixation consensuelle d'une solution afin d'adapter les conditions d'exécution ou des prix selon les cas.

ARTICLE 9 PÉNALITÉS AVEC EFFET NON LIBÉRATOIRE

Par dérogation aux articles 14 et suivant du CCAG-FCS, il n'est pas prévu de montant minimum et maximum, ni de montant d'exonération, de pénalités. Les pénalités s'appliquent au contrat et à ses éventuels avenants. Les pénalités sont avec effet non libératoire. L'application des pénalités de retard est un droit contractuel de la CCI, auquel elle peut renoncer unilatéralement par décision motivée. La TVA n'est pas applicable aux pénalités.

Le titulaire est dégagé de toute responsabilité si les retards sont la conséquence de faits relevant de la force majeure ou de cas fortuits, dans les termes de l'article 1218 du Code civil, et de faits qui engagent la responsabilité de la CCI.

Dans le cadre de l'article 41.1.c du CCAG FCS et par dérogation à l'article 41.2 du CCAG FCS, passé un délai d'un mois ouvré de retard, la CCI se réserve le droit de résilier le marché aux torts du titulaire, et sans mise en demeure préalable, sauf si les retards sont imputables à la CCI.

Par dérogation à l'article 14 du CCAG-FCS, lorsque le délai contractuel d'exécution est dépassé, par le fait du titulaire, celui-ci encourt, sans mise en demeure préalable, et par période précisée dans les développements ci-après, les pénalités suivantes :

Non-respect d'un délai contractuel (remise de document, livraison, exécution d'une prestation, ...) :

En cas de retard, il sera appliqué une pénalité par jour de retard de : 50 € forfaitaire net.

Non-respect d'une disposition relative aux méthodes proposées par le candidat dans son mémoire technique (non prise de contact avant intervention maintenance, non-respect d'une date de rendez-vous, ...) :

En cas de manquement, il sera appliqué une pénalité par constatation de : 50 € forfaitaire net.

ARTICLE 10 OBLIGATION DE DISCRÉTION

Le titulaire, qui à l'occasion du présent marché reçoit communication de renseignements ou documents, est tenu de maintenir confidentielle cette communication.

En cas de violation de cette obligation et indépendamment des sanctions pénales éventuelles encourues, la CCI peut procéder à la résiliation du marché aux torts du titulaire.

ARTICLE 11 ASSURANCE

Le titulaire doit contracter les assurances permettant de garantir sa responsabilité à l'égard de la CCI, des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations.

Pour justifier de ces garanties, le titulaire doit fournir une attestation d'assurance d'une compagnie notoirement solvable, portant mention de la durée de validité et de l'étendue des garanties.

ARTICLE 12 MODALITÉS DE RÈGLEMENT

12.1 Paiement

Les factures seront adressées, idéalement par numéro, à la Direction Financière de la CCI, en un original et une copie, portant outre les mentions légales, le numéro du marché.

Le montant de la facture sera détaillé.

12.2 Echéance

Le règlement s'effectue par virement bancaire 30 jours fin de mois date de facturation.

12.3 Modalités de transmission de la facturation

Les factures sont déposées sur **Chorus Portail Pro** https://chorus-portail-pro.finances.gouv.fr/chorus_portail_pro/

Pour ce faire, vos factures dématérialisées devront comporter les informations suivantes :

- Le **numéro de SIRET 187 200 928 000 13**
- Le **numéro d'engagement** que vous trouverez sur le bon de commande – **facultatif**,
- **N° de marché : 2025RTPN5017**

Vous pouvez, pour plus d'information, consulter le site Communauté Chorus Pro, dédié à la préparation à la facturation électronique. Nous restons également à votre disposition pour toute question sur la mise en place de la facturation électronique.

ARTICLE 13 DISPOSITIONS GÉNÉRALES

13.1 Mise en Œuvre

Le titulaire s'engage :

- A exécuter les prestations du marché conformément aux dispositions des documents du marché et suivant le calendrier convenu entre les parties,
- A respecter les exigences spécifiées dans les documents du marché,
- A garantir la continuité de service du marché,
- A exécuter ses obligations avec tout le soin et la diligence nécessaires et à respecter les règles et méthodes de la CCI,
- A informer rapidement la CCI de toute difficulté empêchant la mise en œuvre du marché,
- A garantir la continuité de service (la bonne exécution des prestations dépend essentiellement des personnes qui s'y trouve nommément désignée pour assurer la conduite du marché et si cette personne n'est plus en mesure de remplir sa mission, le titulaire doit en aviser immédiatement la CCI, et prendre toutes les dispositions nécessaires pour que la bonne exécution des prestations ne s'en trouve pas compromise. A ce titre, obligation lui est faite de désigner un remplaçant et d'en communiquer le nom et les titres à la CCI dans les délais indiqués.

13.2 Cession

Le marché est conclu en stricte considération de la personne du fournisseur. Par conséquent, il ne peut être cédé par le fournisseur à un tiers sans l'accord préalable de la CCI.

13.3 Sous-traitance

En cas de sous-traitance d'une partie des prestations du présent marché, le titulaire devra, au préalable, en informer, par tout moyen, la CCI aux fins d'agrément éventuel. En cas de sous-traitance, la facture présentée par le titulaire devra comprendre la quote-part du sous-traitant agréé.

Par ailleurs, le titulaire du marché doit faire connaître à la CCI le nom de la personne physique habilitée à représenter le sous-traitant.

ARTICLE 14 CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES

Préambule

Le candidat prévoit dans son offre une offre de base en location entretien, et une variante obligatoire en achat accompagné de son contrat de maintenance 4 passages par an par fontaine (compris maintenance préventive, déplacement main d'œuvre, renouvellement liquide lessiviel, retrait traitement des déchets).

14.1 Modalités communes d'intervention

Le titulaire **s'engage fermement** à exécuter les prestations de la manière suivante :

- Il rassemble les interventions sur l'ensemble des fontaines **sur un même passage**.
- Nous sommes un centre de formation, pour ne pas déranger le bon fonctionnement des équipes et des enseignements, le titulaire prend rendez-vous pour le passage **48h avant le jour J**.
 - La date et heure du rendez-vous ne s'affirme pas unilatéralement par le titulaire, mais fait l'objet d'un accord confirmé avec le gestionnaire des plateaux techniques et matériels : Marc Meunier 06 07 43 92 52.
- Le titulaire se présente **obligatoirement à l'accueil du CFA**. L'accès aux ateliers est proscrit sans y être autorisé préalablement,
- Par souci d'efficacité particulièrement le repérage des locaux, le titulaire mandate et maintient le même technicien pour réaliser les entretiens (pour la prise de rendez-vous et l'intervention).
- Marc Meunier remet un trousseau de clés pour réaliser l'intervention à chaque arrivée, celles-ci sont systématiquement rendues en fin d'intervention lors de la signature des bons d'intervention.
- En cas de panne, le titulaire s'engage à intervenir **sous 72 h maximum** en période de jours ouvrés. Il n'y a pas d'astreinte soir / week-end à prévoir :
 - Si le titulaire indique un n° de téléphone type 0800 pour le service après-vente, le titulaire propose obligatoirement un numéro de portable d'un référent en back up.

Les manquements à ces dispositions sont pénalisables cf. article 9 du présent CCP.

14.2 Date d'installation des matériels

L'installation des matériels et la mise en fonctionnement s'organisent à compter du **31 mai 2025**.

14.3 Adresse de destination des équipements

Le site est sécurisé avec barrière et code d'accès, contact pour organiser et faciliter la livraison et les interventions :

Marc Meunier
T. 02 43 40 60 60
P. 06 07 43 92 52
marc.meunier@lemans.cci.fr

Les équipements sont à installés et à maintenir aux adresses suivantes :

- CFA CCI LE MANS
Filière mécanique peinture carrosserie
132 rue Henri Champion
72100 LE MANS
- ATELIER MECANIQUE
43 Boulevard Pierre Lefauchaux
72100 LE MANS

14.4 LOT 1 FOURNITURE EN LOCATION DE FONTAINE DE NETTOYAGE « MECANIQUE »

Quantité : 6

La répartition s'effectue dans les ateliers mécaniques sur deux sites distincts :

CFA CCI LE MANS : 5
ATELIER MECANIQUE : 1

A la notification du marché, les emplacements précis seront déterminés avec le Gestionnaire des plateaux techniques et matériels :

Marc Meunier
T. 02 43 40 60 60
P. 06 07 43 92 52
marc.meunier@lemans.cci.fr

Matériel souhaité :

Fontaine pour nettoyage de pièces mécaniques
Type compact (Dim +ou- : H = 900 mm, bac de travail 750 x 550 mm)
Equipements : pinceau de nettoyage, couvercle de protection, chariot pour rendre l'appareil mobile

Caractéristiques :

Utilisation d'un liquide nettoyant aqueux contenant des micro-organismes naturels et vivants,
Liquide dépourvu de solvants,
Liquide dépourvu de pictogramme de dangerosité,
Liquide Doté d'un pH neutre capable de dissoudre les huiles, lubrifiants, graisses...,
Le liquide doit être prêt à l'emploi.

Produit lessiviel chaud recevable dans l'offre si besoin.

Durée de location :

Location 48 mois incluant installation, mise en service, démonstration et formation utilisateurs, produits lessiviels, SAV et entretien trimestriel.

Maintenance entretien – garantie :

Trimestriel : 4 passages par an pour vérification et remplacement/réapprovisionnement complet en liquide/produit lessiviel neuf.

Garantie (pièces, main d'oeuvre et déplacement) pendant toute la durée du contrat
Dépannage ou remplacement du matériel sous 72h maximum.

Déchets :

Récupération totale des déchets et fourniture du BSDD à chaque passage

14.5 LOT 2 FOURNITURE EN LOCATION DE FONTAINE DE NETTOYAGE « PEINTURE »

Quantité : 2

La répartition s'effectue dans les ateliers mécaniques :

CFA CCI LE MANS : 2

A la notification du marché, les emplacements précis seront déterminés avec le Gestionnaire des plateaux techniques et matériels :

Marc Meunier
T. 02 43 40 60 60
P. 06 07 43 92 52
marc.meunier@lemans.cci.fr

Matériel souhaité :

Fontaine pour nettoyage de pistolet peinture automobile :

- Peinture solvantée et vernis de finition,
- Peinture de base hydrodiluable.

Caractéristiques :

2 fontaines distinctes :

- 1 fontaine pour les peintures solvantées et vernis de finition
- 1 fontaine pour les peintures hydrodiluable

Utilisation liquide dépourvu de pictogramme de dangerosité,
Le liquide doit être prêt à l'emploi.

Produit lessiviel chaud recevable dans l'offre si besoin.

Durée de location :

Location 48 mois incluant installation, mise en service, démonstration et formation utilisateurs, produits lessiviels, SAV et entretien trimestriel.

Maintenance entretien – garantie :

Trimestriel : 4 passages par an pour vérification et remplacement/réapprovisionnement complet en liquide/produit lessiviel neuf.

Garantie (pièces, main d'oeuvre et déplacement) pendant toute la durée du contrat
Dépannage ou remplacement du matériel sous 72h maximum.

Déchets :

Récupération totale des déchets et fourniture du BSDD à chaque passage

ARTICLE 15 PROBITE

La CCI est engagée dans la lutte contre les atteintes à la probité et porte une attention particulière à ce que les prestataires avec lesquels elle contracte partagent les mêmes valeurs et principes d'intégrité. Lesdits prestataires doivent également s'engager à lutter contre toute forme d'atteinte à la probité caractérisée par tout comportement susceptible d'être qualifié de corruption, trafic d'influence, prise illégale d'intérêt, concussion, favoritisme, détournement de fonds publics.

En qualité de candidat au cours de la consultation, comme au cours de l'exécution du marché en qualité de titulaire, les agissements de l'opérateur économique ne doivent pas donner lieu à des comportements ou faits contraires à la réglementation en vigueur. Le titulaire, ses filiales, et, ses représentants, mandataires sociaux, dirigeants et salariés respectifs déclarent ne pas être visés dans une procédure pour l'un des faits précités.

A cet effet, le titulaire conduit ses activités conformément aux principes d'éthique et d'équité et s'engage à mettre en œuvre, au regard, de la taille et de la structure de son entreprise, l'ensemble des mesures nécessaires destinées à détecter et prévenir les risques de corruption, tant au sein de son organisation, qu'à l'égard de ses sous-traitants.

Le titulaire s'engage à respecter la loi n°2016-1691 relative à la transparence, à la lutte contre la corruption et à la modernisation de la vie économique (dite loi Sapin II).

Le titulaire déclare qu'il a pris toutes les mesures nécessaires (procédures, codes de conduite par exemple) afin de prévenir toute violation de ces lois et réglementations relatives à la lutte contre les atteintes à la probité.

En outre, le titulaire prend également toute mesure nécessaire pour prévenir et détecter toute situation susceptible de compromettre l'exécution impartiale et objective du présent marché.

Le titulaire prend pour lui-même et vis-à-vis de ses personnels toute mesure utile pour éviter que des situations de conflit entre les missions confiées au titre du marché et d'autres intérêts influencent ou soient susceptibles d'influencer indûment la façon dont sont effectuées lesdites missions, ou ne soit consenti ou recherché un avantage illégal quelconque, financier ou en nature, né de l'attribution et/ou de l'exécution du présent marché.

Le titulaire s'engage à informer immédiatement La CCI Nantes Saint-Nazaire de toute mise en examen ou mesure équivalente, ainsi que de toute condamnation - en première et, le cas échéant, dernière instance - prononcée à son encontre ou à l'encontre d'une personne agissant pour leur compte sur la base d'un délit constituant une atteinte à la probité.

ARTICLE 16 DÉROGATIONS AU CCAG-FCS

Application des dispositions du CCAG-FCS sauf clause contradictoire intégrée dans le présent document.

Article CCAP	Article CCAG-FCS
9 - Pénalités	14 – Pénalités 41 – Résiliation pour faute du titulaire